



Communiqué commun :

Le 26 novembre 2020

Depuis mars, les infirmier.es de l'Éducation nationale se mobilisent sans faille dans la bataille contre le coronavirus. Dans un contexte de déficit constant de personnels ne permettant pas de répondre aux besoins des élèves hors temps de crise sanitaire, malmené.es par une gestion incohérente et chaotique du Gouvernement, on leur demande aujourd'hui de nouvelles tâches au détriment de leurs missions en direction des élèves.

Réuni.es en Congrès national extraordinaire par le SNiCS FSU le 26 novembre 2020, près de 1000 infirmier.es de l'Éducation nationale, venu.es de toute la France, ont exprimé leurs inquiétudes pour les jeunes, à court, moyen et long terme.

Plus que jamais, les infirmier.es veulent se recentrer sur les consultations infirmières et pouvoir prendre en charge les élèves dans leur globalité afin de répondre à leurs besoins, lutter contre les inégalités sociales et de santé qui se creusent depuis le début de la crise sanitaire et favoriser ainsi leur réussite scolaire.

Parce que 18 millions de consultations infirmières réalisées chaque année à l'Éducation nationale ça compte, il est urgent de renforcer leurs moyens d'action en créant des postes et mettre en œuvre des formations à la hauteur de leur exercice spécifique.

L'absence de dialogue et d'écoute de la part du Ministre de l'Éducation nationale est une violence supplémentaire qui oblige les infirmier.es à se réunir en pleine crise sanitaire, en fermant leurs infirmeries, pour être entendu.es et peser dans les débats dont elles-ils sont écarté.es.

Les infirmier.es de l'Éducation nationale attendent maintenant qu'au-delà des mots de félicitation, on reconnaisse leur expertise comme une spécialité, avec une revalorisation salariale au niveau de la catégorie A type. Il n'est plus acceptable que leur salaire soit inférieur de 1000 euros par rapport aux autres corps de catégorie A, et qu'elles-ils aient été « oublié.es » suite au Ségur de la Santé et au Grenelle de l'éducation.

Le ministère doit avoir une politique de santé ambitieuse, construite à partir des besoins des élèves et étudiant.es, et impulser avec volontarisme les textes et orientations de 2015.